

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722, avenue de Colmar  
47916 Agen

Agen, le 07/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOTALENERGIES PROXI SUD OUEST**

La Teinture  
47200 Montpouillan

Références : YKP/SM/Ubd24-47/2026/100  
Code AIOT : 0003101937

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2026 dans l'établissement TOTALENERGIES PROXI SUD OUEST implanté Le Réservoir 610 route de Tonneins 47160 Damazan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée suite à un signalement de l'OFB (Office Français de la Biodiversité) concernant une pollution importante du cours d'eau Rec par des hydrocarbures. Il est établi que l'origine de la pollution est due à un déversement accidentel de gazole non routier provenant de l'installation TotalEnergies Proxi Sud-Ouest de Damazan.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES PROXI SUD OUEST

- Le Réservoir 610 route de Tonneins 47160 Damazan
- Code AIOT : 0003101937
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un dépôt de gazole non routier (GNR), de fuel et de gazole, régulièrement déclaré au titre des rubriques 1434.1-b et 4734.2-c.

L'installation est équipée de trois réservoirs aériens (n°1 à 3) respectivement de 60m<sup>3</sup>, 20m<sup>3</sup> et 20m<sup>3</sup> et de deux réservoirs enterrés (n°4 et 5) de 40m<sup>3</sup> chacun.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Pollution

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Absorbant	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe I 5.10.a)	Demande d'action corrective	15 jours
5	Connaissance des produits, étiquetage	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe I 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Dispositif de jaugeage	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 5.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Limiteur de remplissage	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 5.2.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Rétention	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 2.7.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
14	Déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 8.5	Demande d'action corrective	1 mois
15	Protection des intérêts	Code de l'environnement du 22/04/2026, article L512-20	Prescriptions complémentaires	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration_Incidents	Code de l'environnement du 22/04/2026, article R512-69	Sans objet
2	Contrôle périodique_1434	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe I 1.1.2	Sans objet
3	Contrôle périodique_4734	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 1.1.2	Sans objet
8	Events	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 5.2.6	Sans objet
10	Décanteur-séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 6.6	Sans objet
12	Vérification périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 3.7	Sans objet
13	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 8.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard du volume de GNR accidentellement déversé (environ 10 000 litres) et du risque de pollution au droit du site mais surtout dans les milieux en périphérie (corroboré par les constats effectués par l'OFB), l'inspection des installations classées propose à la signature du préfet un arrêté de prescriptions afin de diagnostiquer le niveau et l'étendue de la pollution et d'étudier la nécessité de mettre en œuvre des actions de dépollution en complément de celles déjà menées par l'exploitant.

En outre, l'exploitant transmettra un rapport d'action comprenant, entre autres, une analyse exhaustive des causes du déversement accidentel. A la suite de la rédaction de ce rapport, il mettra en œuvre les mesures retenues pour qu'un tel événement ne survienne pas à nouveau.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déclaration\_Incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/04/2026, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration_Incidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il

précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure.

#### **Constats :**

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées du rejet de 10 m<sup>3</sup> de GNR ayant eu lieu le 13/04/2026, par télédéclaration en date du 20/04/2026.

Lors de la visite, l'exploitant explique le déroulé chronologique des événements, dont les principaux éléments sont:

- le 13/04 vers 11h10, le dépotage d'un compartiment de 10 m<sup>3</sup> s'est effectué, par erreur de routage, dans un réservoir aérien de 20 m<sup>3</sup> (réservoir n°3) qui venait d'être entièrement rempli préalablement,
- le volume de GNR s'est déversé au travers de l'évent du réservoir et s'est retrouvé dans la rétention des réservoirs aériens (le limiteur de remplissage n'a donc pas fonctionné). Cela a été constaté par le transporteur ainsi que par un chauffeur de petit porteur qui ont donné l'alerte à leur hiérarchie respective,
- le chauffeur de petit porteur est revenu sur site après sa tournée, le 13/04 vers 18h, pour prendre des photographies à la demande de sa hiérarchie, et a constaté que la rétention était vide (ce qui suppose un dysfonctionnement ou un mauvais positionnement de la vanne d'obturation de la rétention),
- le 14/04 matin, l'exploitant constate la saturation du séparateur d'hydrocarbure et la présence de GNR dans le fossé qui longe le côté Nord du site (le rejet du séparateur d'hydrocarbure débouchant dans ce fossé). Les premières mesures de barrage et de nettoyage du fossé sont mises en place,
- le 15/04, l'exploitant constate, concomitamment à l'OFB, la pollution du cours d'eau du Rec et met en place des mesures de barrage et des actions d'écémage du cours d'eau (notamment au niveau du réservoir qui se forme avant son passage sous le canal latéral à la Garonne).

Le jour de la visite, l'inspection constate que 1) le réservoir n°3 ainsi que la rétention ont été entièrement nettoyés, sans aucune trace résiduelle d'irisation, 2) sur les 8 points bas créés au niveau du fossé, seul celui au plus près de la sortie de la canalisation issue du séparateur d'hydrocarbures présente une flaque important de GNR, les autres semblant asséchés, 3) des barrages par boudins hydrophobes oléophiles (avec ou sans jupes lestées) sont bien en place (un au point de rejet dans le Rec, deux sur les 250m du Rec avant son passage sous le canal latéral à la Garonne, un sur le réservoir avant le passage sous le canal latéral à la Garonne et un juste après le passage sous le canal latéral à la Garonne) et 4) l'environnement qui a pu être en contact avec le GNR déversé ne présente pas de trace visible d'irisation.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fournira, sous un mois, le rapport d'accident avec, entre autres, l'analyse exhaustive

des causes de cet épandage accidentel et les raisons pour lesquelles les mesures de sécurité mises en place (limiteur de remplissage, vannes d'obturation de la rétention et du séparateur d'hydrocarbure...) ont dysfonctionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Contrôle périodique\_1434**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe I 1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique_1434
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 20/04/2026, l'exploitant fournit le dernier rapport de contrôle, réalisé le 03/05/2022 (n°CVT-2022-169). Ce dernier ne présente aucune non-conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Contrôle périodique\_4734**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique_4734
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier</p>

installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné. Les dispositions du présent point 1.1.2 s'appliquent uniquement aux installations classées relevant de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331 ou 4734.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 20/04/2026, l'exploitant fournit le dernier rapport de contrôle, réalisé le 03/05/2022 (n°CVT-2022-170). Ce dernier ne présente aucune non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Absorbant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe I 5.10.a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Absorbant
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Toute installation de distribution ou de remplissage de liquides inflammables est pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle...). [...]
<b>Constats :</b>  Deux bacs contenant respectivement de l'absorbant et du sable sont présents sur site. Seul le bac contenant le sable est pourvu d'une pelle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant s'assurera, sous 15 jours, de la présence d'une pelle dans le bac d'absorbant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 5 : Connaissance des produits, étiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe I 3.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Connaissance des produits, étiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les réservoirs aériens et enterrés de carburants sont identifiés par un numéro et le nom du produit stocké. Toutefois, l'affichage ne comprend pas les symboles de dangers conformément à la réglementation.</p> <p>L'exploitant précise que, dans aucun de ses dépôts, les symboles de dangers sont présents sur l'affichage des réservoirs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra, dans un délai de 15 jours, les éléments justifiant l'absence des symboles de dangers sur les réservoirs.</p> <p>En l'absence de justification, l'exploitant complètera l'affichage des réservoirs avec les symboles de dangers requis dans les mêmes délais.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 6 : Dispositif de jaugeage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 5.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de jaugeage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En dehors des opérations de jaugeage, le dispositif de jaugeage est fermé hermétiquement par un tampon. Toute opération de remplissage d'un réservoir est précédée d'un jaugeage permettant de connaître le volume acceptable par le réservoir. Le jaugeage est interdit lors du remplissage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Chaque réservoir est équipé d'un jaugeage électronique dont le niveau est reporté sur une console située sur la zone de dépotage. L'inspection constate qu'une information est bien remontée pour le réservoir n°3 (il s'agit du niveau de creux, soit le volume disponible dans le réservoir).</p> <p>La consigne de sécurité affichée sur la zone de dépotage précise bien de "vérifier le creux des cuves ou des bacs avant dépotage".</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fournira, au travers du rapport d'accident (cf. point de contrôle n°1), les raisons pour lesquelles la mesure de sécurité de vérification du "niveau de creux" a dysfonctionné.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 7 : Limiteur de remplissage



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 5.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limiteur de remplissage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le limiteur de remplissage, lorsqu'il existe, est conçu de sorte à assurer la sécurité de l'installation. Le respect des normes NF EN 13616-1 ou NF EN 13616-2 est présumé satisfaire à cette exigence. Sur chaque tuyauterie de remplissage et à proximité de l'orifice de remplissage du réservoir est mentionnée de façon apparente la pression maximale de service du limiteur de remplissage quand il y en a un. Il est interdit de faire subir au limiteur de remplissage des pressions supérieures à la pression maximale de service.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que, sur chaque canalisation de remplissage de réservoir, se trouve une plaque mentionnant la présence d'un limiteur de remplissage dans le réservoir. Pour le réservoir n°3, la pression maximale est indiquée à 8 bars. L'inspection constate également que, sur la consigne de sécurité, affichée sur la zone de dépotage, il est indiqué que le limiteur de remplissage n'est pas un outil d'exploitation mais un élément de sécurité. Cependant, le jour de l'épandage accidentel de GNR, le limiteur de remplissage du réservoir n°3 n'a pas assuré la sécurité de l'installation, ce qui constitue une non conformité à la prescription.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le rapport d'accident (cf. point de contrôle n°1) intégrera les conclusions sur l'état du limiteur de remplissage et les raisons pour lesquelles il a dysfonctionné. Le contrôle du limiteur de remplissage sera intégré à la programmation des contrôles des installations ou modifié, le cas échéant et en fonction des conclusions du rapport d'accident (cf. point de contrôle n°12)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Events

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 5.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Events
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les événements sont situés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal d'utilisation. Ils ont une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des tuyauteries de remplissage et une direction finale ascendante depuis le réservoir. Leurs orifices débouchent à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur [...]. Dans tous les cas où le réservoir est sur rétention, les événements dudit réservoir débouchent au-dessus de la cuvette de rétention.</p>

<b>Constats :</b>  Par échantillonnage, l'inspection constate que le réservoir n°3 est bien équipé d'un évent situé à sa partie supérieure, avec une direction finale ascendante. L'orifice débouche à l'air libre, au-dessus de la cuvette de rétention. Il est visible depuis le point de livraison.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 2.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention [...]. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est manœuvrable depuis l'extérieur et maintenu fermé.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les trois cuves aériennes sont installées sur une rétention dont l'aspect visuel ne montre pas de potentielle rupture d'étanchéité. La vanne d'obturation est bien située en dehors de la rétention et est bien en position fermée au moment de la visite. Cependant, le jour de l'épandage accidentel de GNR, l'étanchéité de la rétention et/ou de son dispositif d'obturation a été mise en défaut, ce qui constitue une non conformité à la prescription.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fournira, dans le rapport d'accident, les raisons pour lesquelles l'étanchéité de la capacité de rétention et/ou son dispositif d'obturation a été mise en défaut le jour de l'accident (cf. point de contrôle n°1). A la suite de ce rapport, l'exploitant procédera à tous les travaux indispensables pour assurer l'étanchéité de la capacité de rétention et/ou de son dispositif d'obturation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 10 : Décanteur-séparateur d'hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Décanteur-séparateur d'hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est muni d'un dispositif d'obturation automatique en

<p>sortie de séparateur en cas d'afflux d'hydrocarbures pour empêcher tout déversement d'hydrocarbures dans le réseau.</p> <p>[...] Le décanteur séparateur d'hydrocarbures est nettoyé par une société habilitée aussi souvent que nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 22/04/2026, l'exploitant fournit le bon de travail concernant la maintenance du séparateur à hydrocarbures effectuée le 24/02/2026. L'intervention a consisté en un curage du débourbeur, un curage du séparateur et une vérification du fonctionnement de l'obturateur. Deux bordereaux de suivi de déchets dangereux complètent le bon de travail.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Isolement du réseau de collecte

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement du réseau de collecte</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque le stockage comprend des réservoirs aériens, des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs conformément au point 4.6 de la présente annexe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate la présence d'une vanne d'isolement à la sortie du séparateur à hydrocarbures et l'affichage au niveau de la vanne des instructions à suivre en cas d'épandage accidentel qui consistent en la fermeture de la vanne d'isolement et l'alerte à un responsable. Cependant, le jour du déversement accidentel, le maintien sur site de l'écoulement n'a pas été assuré, ce qui constitue une non conformité à la prescription.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à mentionner dans son rapport d'accident (cf. point de contrôle n°1) les raisons pour lesquelles le dispositif d'obturation n'a pas assuré le maintien de l'écoulement sur le site et mettra en œuvre toutes les mesures nécessaires pour que cela ne se reproduise plus (maintenance du dispositif, formation sur les modalités de mise en œuvre...).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 12 : Vérification périodique des équipements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 3.7</p>
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
<b>Constats :</b>  L'exploitant explique que la réalisation des contrôles mensuels des installations est effectuée par les assistants logistiques. La programmation et le suivi de ces contrôles se fait via l'application LOGISTIK. L'historique des opérations comprend l'identification du personnel et la date de réalisation. Par courriel du 23/04/2026, l'exploitant transmet plusieurs copies d'écran du dernier contrôle effectué sur l'installation de Damazan le 16 mars 2026. Aucune observation n'a été remontée lors de ce contrôle (dont le niveau du séparateur, le fonctionnement de la vanne du bac de rétention et l'état de ce dernier).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le contenu des contrôles des installations sera modifié, le cas échéant et en fonction des conclusions du rapport d'accident (cf. point de contrôle n°1), au plus tard 15 jours après la rédaction dudit rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (notamment prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs). La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. Dans le cas de déchets issus du pétrole, ces derniers sont placés sur rétention.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les terres excavées à la suite du déversement accidentel de GNR sont stockées en tas sur la parcelle du fossé départemental, séparée du sol par une membrane géotextile pour éviter les infiltrations. Le tas de terres polluées est également protégé par une même membrane pour éviter les ruissellements en cas de pluie. Les branchages et autres végétaux non souillés qui ont été récupérés lors de l'intervention sur le fossé sont également stockés sur la même parcelle. Les papiers absorbants et boudins oléophiles saturés sont stockés en bacs sur la rétention de la zone de dépotage / remplissage.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 14 : Déchets dangereux**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I 8.5
--

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets dangereux
--

**Prescription contrôlée :**

Les déchets dangereux sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Un registre des déchets dangereux produits, comprenant a minima la nature, le tonnage et la filière d'élimination, est tenu à jour. L'exploitant émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés cinq ans et mis à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

**Constats :**

L'exploitant ne peut pas produire les bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSD), du fait de l'absence de connexion.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection, sous un mois, les BSD des déchets générés par le déversement accidentel (notamment les terres excavées).

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective
---

Proposition de délais : 1 mois
--------------------------------

**N° 15 : Protection des intérêts**

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/04/2026, article L512-20
--

Thème(s) : Risques chroniques, Protection des intérêts
--

**Prescription contrôlée :**

En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.

**Constats :**

Au regard du volume de GNR accidentellement déversé (environ 10 000 litres) et du risque de pollution au droit du site mais surtout dans les milieux en périphérie (corroboré par les constats

effectués par l'OFB), l'inspection des installations classées propose à la signature du préfet un arrêté de prescriptions spéciales afin de diagnostiquer le niveau et l'étendue de la pollution et d'étudier la nécessité de mettre en œuvre des actions de dépollution en complément de celles déjà menées par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 6 mois